

L'Adresse—M. Friesen

Au cœur de la liberté, monsieur le Président, se trouve la possibilité de choisir. Je pense que même le député de Regina-Ouest peut comprendre cela. La possibilité de choisir est au cœur même de la liberté. Plus on vous retire de possibilités de choix, et plus vous perdez de liberté. Une partie est logique. Il y a les règlements municipaux et toutes ces règles qui assurent le bon fonctionnement d'une société et nous renonçons tous à une part de nos libertés pour le bien-être de tous. Il incombe aux institutions démocratiques de voter ce genre de lois qui limitent nos libertés.

Je voudrais vous dire pourquoi les socio-démocrates aiment tellement ce mot. Je me rappelle très bien le débat des chefs qui a eu lieu durant la campagne électorale. Mon chef, le premier ministre et le chef du Nouveau parti démocratique discutaient à un moment donné du rôle des banques par exemple, de leur attitude à l'endroit des femmes. Le premier ministre soutenait que les femmes avaient de la difficulté à obtenir des facilités de crédit à des fins commerciales auprès des banques. Le chef du Nouveau parti démocratique en convint. Le premier ministre s'appretait à passer à autre chose quand le chef du Nouveau parti démocratique lui demanda: «Allez-vous légiférer à ce sujet?» Voilà, monsieur le Président, ce qui est au cœur de toute institution démocratique, de la social-démocratie si on veut, et que résume bien la question: «Allez-vous légiférer à ce sujet?» Les néo-démocrates ont pour théorie de légaliser ou d'interdire selon leur échelle de valeurs. Telle chose est bonne si elle figure dans l'échelle des valeurs des néo-démocrates. Par contre si la chose n'est pas prévue, elle ne peut qu'être mauvaise.

Vous voyez, monsieur le Président, si tout est régi par la loi, par le fait même chaque individu est un délinquant potentiel. Ce qui est tout à fait inacceptable. Dans une société où tout est gouverné par une loi, ou bien on est délinquant ou bien on ne l'est pas. C'est la doctrine néo-démocrate. Les néo-démocrates peuvent ainsi réglementer le moindre détail de l'existence en fonction de leurs propres critères. «Allez-vous légiférer à ce sujet?» Bien sûr qu'il faut des lois. Mais cela fait perdre de vue le véritable objectif, soit l'établissement des rapports et la conciliation des divergences, alors que dans une société légaliste, il n'y a que des délinquants et des gens respectueux. Il faut plutôt insister sur la conciliation et les rapports. Pareille mentalité, pareille attitude, ne peut que ruiner les rapports normaux entre citoyens, monsieur le Président.

J'admets, comme mon opposant néo-démocrate veut me le rappeler, que les lois sont essentielles. Bien sûr que les lois sont nécessaires. Il y a, par exemple, la question de la pornographie qui a été soulevée à la Chambre il y a quelques instants. C'est un domaine où la loi devrait interdire certains genres d'activités.

M. Keeper: C'est le socialisme démocratique.

M. Friesen: Les néo-démocrates songent uniquement à ce qu'on peut et à ce qu'on ne peut pas faire alors que nous devrions nous efforcer d'étendre les choix que nous avons au Canada pour développer notre caractère et notre potentiel. Nous devons faire des choix à cet égard. Le problème de la pornographie, c'est qu'elle empêche de faire des choix, surtout lorsque des enfants sont en cause. C'est chez les enfants que la curiosité est la plus forte, le jugement le moins développé et les connaissances les plus élémentaires. Ils ne possèdent pas les

outils nécessaires pour contrôler leur curiosité et déterminer si l'expérience leur sera utile ou novice ou ce qu'elle représentera pour eux dans quelques années. Ils sont incapables de faire des choix réfléchis.

Nous devons bien entendu les protéger. Nous devons le faire pour qu'ils puissent choisir l'orientation à donner à leur vie de façon intelligente et renseignée quand ils seront parvenus à maturité. C'est impossible de construire des murs assez élevés pour garantir que tous garderont leur innocence et vivront selon les critères que nous voudrions établir. C'est impossible.

Je vois que la députée de Mount Royal (M^{me} Finestone) est ici. Je suis heureux qu'elle ait soulevé la question hier parce que je pense qu'elle essayait justement de dire que nous voulons permettre aux gens de faire des choix d'adultes afin de développer leur potentiel au lieu que leur personnalité soit détruite.

Je pense la même chose à propos d'une bonne partie de la publicité que nous voyons à la télévision. Bon nombre d'annonces sont non seulement trompeuses, mais aussi séductrices par leur façon de représenter certains styles de vie. Ces annonces disent des faussetés et nous devrions prendre des mesures à ce sujet.

M. le vice-président: A l'ordre. Je demande au député de bien vouloir terminer son discours dans l'espace de 30 secondes.

M. Friesen: Dans un domaine comme la publicité, monsieur le Président, nous devrions insister avant tout sur la liberté afin de protéger notre système de choix et de permettre à la jeune génération et au reste du public de développer leur caractère afin de faire des choix plus raisonnables au lieu de créer une société où tout dépend de la loi. Des lois, il y en aura toujours. En tant que ministériels, cependant, nous espérons arriver à réduire le nombre des lois et des règlements au lieu de l'augmenter. Si elles plaisent à certains, les lois que nous adopterons déplairont à d'autres. Je conviens avec John Stuart Mill que la domination exercée par la majorité sur la minorité est une dictature.

● (1610)

Je remercie les députés de leur attention.

M. le vice-président: Le député de Cowichan-Malahat-Les Îles (M. Manly) pose une question?

M. Manly: Je désire effectivement poser une question. Auparavant, cependant, j'aimerais formuler un bref commentaire. A nos yeux, les lois sont nécessaires, car elles fournissent le cadre à l'intérieur duquel peut s'épanouir une collectivité coopérative. Le député conviendra sans doute que les lois sont nécessaires pour faire échec à l'égoïsme de certains individus. Nous en convenons aussi. Nous reconnaissons en outre que les lois sont nécessaires pour sauvegarder les droits des particuliers et des minorités. Voilà pourquoi nous voulons des lois, et non pas, comme le député aurait voulu le faire croire, pour dicter leur conduite aux gens dans ses moindres détails. Il a tenté de travestir notre philosophie politique. Nous tenons à ce que les Canadiens jouissent de la liberté la plus complète possible. Cela implique la liberté économique de partager la richesse de la société.